Vivre la laïcité

_ Carole Delga
Présidente de la Région Occitanie, présidente de Régions de France

Nous devons faire vivre la laïcité.

Je m'explique : la laïcité ne s'imprime pas exclusivement dans les livres d'histoire et de droit. Bien sûr, ils sont essentiels et il faut pouvoir lire Jaurès, Clemenceau, Briand et d'autres pour mieux comprendre ce principe : « La loi doit protéger la foi, aussi longtemps que la foi ne prétendra pas dire la loi. »

La laïcité ne se réduit pas à des colloques de spécialistes, ni aux débats, aujourd'hui si peu éclairés, des plateaux TV et des réseaux sociaux.

La laïcité s'imprime dans nos vies. Elle se pratique, s'observe, se nourrit, s'expérimente, parfois se confronte. Elle se vit au quotidien, au contact du terrain et des interactions sociales, dans notre aptitude individuelle à construire une histoire collective.

Aussi, nous devons agir à tous les niveaux : renforcer l'action locale, conjuguer laïcité et lutte contre les discriminations, s'adresser à la jeunesse et enfin incarner la laïcité dans le texte suprême de notre République française.

L'action locale en faveur de la laïcité

Commençons par un rappel : aux côtés de l'État, des rectorats, des universités, des associations laïques, antiracistes, d'éducation populaire ou encore des organisations syndicales, les collectivités territoriales agissent au quotidien en faveur de la laïcité pour faire connaître le droit et ses conséquences concrètes dans la vie des citoyens. Il ne suffit pas d'évoquer la laïcité de manière abstraite, il faut en faire une promotion active en expliquant en quoi elle est protectrice de nos libertés. Ce sont des milliers d'initiatives, souvent confidentielles et pourtant essentielles, qui nourrissent notre société et « son esprit laïque ».

En Occitanie, j'ai souhaité créer un Conseil régional de la laïcité et des valeurs républicaines à l'échelle de 6 millions d'habitants, avec pour objectif de promouvoir une laïcité de proximité, d'attention, d'explication, de terrain. Et je veux ici remercier Henri Pena-Ruiz et Frédérique de La Morena, universitaires rigoureux et engagés, auteurs d'ouvrages de référence[1], qui ont accepté d'en parrainer les travaux. J'ai plaisir à retrouver leurs écrits dans cet ouvrage anniversaire de la Fondation Jean-Jaurès. Ce Conseil est un laboratoire d'idées et d'actions concrètes pour redonner à la laïcité sa véritable dimension émancipatrice. Bâti sur un très large collectif, il travaille à faire vivre, dans le quotidien de tous nos concitoyens, les valeurs républicaines et à permettre aux citoyens de demain de se les approprier.

À d'autres échelles territoriales de l'Occitanie, plusieurs collectivités sont très engagées dans cette voie, comme par exemple la ville de Montpellier, le Conseil départemental de la Haute-Garonne ou encore de petites villes rurales comme Masseube, dans le Gers, dans des logiques très complémentaires.

Je suis profondément persuadée que la laïcité est un facteur de cohésion et de rassemblement, parce

1. Henri Pena-Ruiz, *Dictionnaire amoureux de la laïcité*, Paris, Plon, 2014 ; Frédérique de La Morena, *Les frontières de la laïcité*, Paris, LGDJ, 2016.

qu'elle oblige d'abord à distinguer le citoyen de l'individu et parce qu'elle renforce et protège « la communauté des citoyens ». C'est la base même de notre modèle français posé par la Révolution de 1789 et c'est pour moi une matrice politique fondamentale. Plus nos valeurs républicaines seront vécues comme une réalité, plus le principe de laïcité cessera d'être interrogé, incompris, voire parfois rejeté ou dévoyé.

Laïcité et lutte contre les discriminations, un même combat à mener de front

« La laïcité doit être à l'avant-garde du combat contre les discriminations », expliquait justement Bernard Stasi au début du XXIe siècle. Notre société doit encore progresser pour que cessent les assignations multiples et pour assurer à ses enfants la réalité de la devise républicaine. Il faut reconnaître la réalité de terrain : trop de discriminations empêchent l'embauche, l'accès à un logement, parfois même à des loisirs. L'idéal républicain doit toujours nous amener à conjuguer, avec beaucoup de force et de conviction, la défense de la laïcité et le renforcement de la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Soyons fermes sur les principes et clair dans les combats !

De manière barbare, les terroristes islamistes assassinent des enfants, des enseignants, des journalistes, des policiers, des passionnés de rock…, mus par la haine conjuguée de nos valeurs républicaines, la laïcité en tête, par la haine de l'esprit des Lumières, la haine de notre culture universelle et la haine des juifs.

De manière insidieuse, des extrémismes religieux, issus des différents cultes, contestent la légitimité même du principe laïque. Ils s'opposent à la loi de 2004, testent l'autorité des proviseurs et des enseignants, tentent d'influencer les programmes scolaires, revendiquent des exemptions particulières.

Tout cela parfois entretenu par un relativisme politique, un « oui mais » qui relève d'un « Munich des consciences » et qui faisait dire à Charb en 2012 : « J'ai moins peur des extrémistes religieux que des laïques qui se taisent[1]. »

La laïcité est par ailleurs instrumentalisée par l'extrême droite, le Rassemblement national en tête, en détournant son essence universaliste pour la transformer en un outil d'exclusion et servir un agenda anti-immigration. Et cherchant, au passage, à faire oublier son histoire et ses réseaux intégristes catholiques. L'obsession identitaire des Le Pen, Bardella, Zemmour est une machine à fantasmes et à mensonges qui alimente le racisme antimusulman et les discriminations.

Ne soyons pas naïfs : chaque fois que la République manquera à sa promesse, nous trouverons à la fois des intégristes et des populistes – parfois main dans la main, comme il y a quelques années au théâtre de la Main d'Or – pour laisser croire que leur modèle rétrograde est plus efficace que notre modèle républicain.

Se battre pour la République, c'est se battre pour la laïcité. C'est une immense chance, fruit de combats acharnés après des siècles de guerres de religion. Il faut que cette chance soit ressentie partout et par tous comme telle.

Une bataille culturelle auprès des nouvelles générations

Se battre pour la laïcité, c'est surtout l'enseigner et la transmettre avec une pédagogie renouvelée.

L'enjeu aujourd'hui, c'est bien d'empêcher une fracture générationnelle déjà à l'œuvre et bien analysée dans les enquêtes d'opinion comme par les acteurs de terrain[2]. Sous l'influence d'une culture anglo-saxonne omniprésente, beaucoup de jeunes doutent, s'interrogent, parfois même s'inquiètent.

1. Remise du prix de la Laïcité, Hôtel de ville de Paris, 8 octobre 2012,
2. Iannis Roder, *La jeunesse française, l'école, la République*, Paris, L'Observatoire, 2022

Cet anniversaire des 120 ans de la loi 1905 me rappelle cette discussion passionnée avec un lycéen d'un établissement d'Occitanie : « La laïcité, c'est leur façon de nous dire qu'on n'a pas notre place, ici, avec nos croyances. » Cette remarque, loin d'être isolée, invite à l'action résolue pour mieux expliquer la laïcité et rappeler le rôle central, mais pas exclusif, de l'école.

J'aime beaucoup l'idée développée par la philosophe Catherine Kintzler qui parle d'une « deuxième vie de l'enfant » grâce à l'école publique. Cela résume assez bien la raison pour laquelle, dès le Front populaire, Jean Zay indiquait dans ses circulaires pourquoi l'école devait rester « cet asile dans lequel les querelles des hommes n'entrent pas[1] ». Un lieu dédié aux savoirs et à l'émancipation. Un lieu où s'enseigne à la fois la République une et indivisible et la multiplicité de mémoires communes, de métissages culturels et de luttes antiracistes.

Je veux saluer le travail de toute la communauté éducative, qui a payé un lourd tribut pour défendre les valeurs républicaines et la laïcité. Je pense évidemment, avec émotion, aux professeurs Samuel Paty et Dominique Bernard. Je pense à nos enseignants qui font un travail remarquable, ingénieux, courageux, souvent dans des conditions difficiles.

De la même manière, il me paraît indispensable de renforcer la pédagogie de la laïcité là où se joue désormais une bonne partie de la bataille culturelle : sur les réseaux sociaux. Investir ces réseaux, démentir les *fake news*, produire du contenu adapté et, osons le dire, joyeux, mobiliser des relais d'influence, des associations, des intellectuels, des créateurs capables de parler aux jeunes avec clarté, simplicité et exigence républicaine : voilà un levier concret et décisif pour réancrer la laïcité dans la vie réelle, au-delà des institutions classiques.

Dans chaque espace, il s'agit de créer de la compréhension, créer de l'adhésion, créer du respect et du commun autour de ce que représente aujourd'hui la loi de 1905.

Inscrire dans la Constitution les deux premiers articles de la loi de 1905 et créer un Défenseur de la laïcité

Sur le plan juridique, je pense qu'il nous faut encore davantage affirmer notre attachement à ce principe cardinal. Les deux premiers articles de la loi du 9 décembre 1905 doivent être inscrits dans notre Constitution pour en renforcer la valeur prescriptive dans la hiérarchie des normes. C'est l'occasion d'un débat de fond, serein mais ferme, sur l'application du principe de séparation et de ses entorses qui sont largement décrites dans cette étude.

Par ailleurs, il faut bien constater que la suppression en 2021 de l'Observatoire de la laïcité, dont le bilan était contesté, a laissé un vide qu'il importe de combler. Contrairement aux promesses des gouvernements successifs d'Emmanuel Macron, le comité interministériel à la laïcité qui devait se réunir deux fois par an ne s'est réuni ni en 2022, ni en 2023, ni en 2024, ni en 2025 ! Que des rendez-vous manqués en quatre ans… Et la création d'un simple bureau au ministère de l'Intérieur, très centralisé, n'a pas été à la hauteur des enjeux. Si la qualité des agents qui le compose est indéniable, leur rôle reste cantonné à une expertise juridique là où il faut redonner une impulsion politique.

Il nous faut donc d'urgence retrouver une parole officielle forte, crédible, incontestable qui ne soit pas celle du locataire de la place Beauvau, dont le rôle est, par ailleurs, d'entretenir un dialogue parfois complexe avec les cultes. Ainsi, comme le propose notamment le député Jérôme Guedj depuis 2022, je souhaite ardemment que soit créé un Défenseur de la laïcité sur le modèle du Défenseur des droits.

Placée sous la forme d'une autorité administrative indépendante, cette institution disposerait de l'autonomie nécessaire et des moyens adéquats pour garantir une application apaisée du principe laïque

1. Jean Zay, Circulaire du 31 décembre 1936.

dans l'ensemble des services publics. Elle pourrait notamment piloter et harmoniser des plans de formation à l'échelle nationale, en s'appuyant sur l'expertise du Conseil des sages de l'Éducation nationale qui œuvre déjà, dans son champ, à la diffusion et à la compréhension du principe de laïcité sur le terrain.

***

Nous devons faire vivre une laïcité du quotidien, qui s'incarne dans les gestes simples et les pratiques ordinaires de la vie collective.

Cette laïcité vivante se construit dans les écoles, les mairies, les administrations, les hôpitaux, les associations… partout où se nouent les relations sociales. Elle s'organise également dans les entreprises et dans le monde du travail autour de la gestion du fait religieux. Cette laïcité concrète passe par la création d'outils pédagogiques adaptés, par la formation continue des personnels, par l'accompagnement des situations difficiles, par la valorisation des bonnes pratiques. Elle nécessite une présence renforcée sur les territoires, particulièrement dans ceux où les défis sont les plus importants. Elle doit offrir une alternative solide aux replis identitaires et aux logiques communautaires.

En somme, il nous faut reprendre, avec force et résolution, le chemin de la conviction, celui des grands républicains artisans de la loi de 1905. La laïcité ne se défendra durablement que si elle redevient un horizon compris, partagé et aimé. Dans une société traversée par les doutes et les peurs, ce combat de terrain, politique, social et culturel, dessinera le visage de la France de demain : un visage que je souhaite bienveillant, fraternel et humaniste.